

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 04479

Numéro SIREN : 420 133 589

Nom ou dénomination : AAT ALARME ANTONY TELECOM

Ce dépôt a été enregistré le 07/04/2023 sous le numéro de dépôt 14255

AAT

ALARME ANTONY TELECOM

Société À Responsabilité Limitée au capital de 15 244.90 €

Siège social : 69 Avenue de la Division Leclerc

92160 ANTONY

420 133 589 RCS NANTERRE

Certifié conforme



STATUTS

*Statuts mis à jour en date du 16 mars 2023
(Articles 6 et 7 - cessions de parts du 20/12/2003)*

A.A.T. - Alarme Antony Telecom

Société à Responsabilité Limitée au capital de **100.000 Francs**

Siège social : **69, Avenue de la Division Leclerc, 92160 Antony**

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

La société Alarme 7/7 Télésurveillance ayant son siège au 69, Avenue de la Division Leclerc, 92160 Antony.

Représentée par son Gérant, Monsieur Laurent Brakhausen de nationalité française, demeurant 69, Avenue de la Division Leclerc, 92160 Antony.

Monsieur Brakhausen Laurent Pierre, né le 2 Janvier 1958 à Antony (92) de nationalité française divorcé non remarié demeurant 69, Avenue de la Division Leclerc, 92160 Antony.

ARTICLE 1 : Forme

La société est de forme à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 : Objet

La société a pour objet, en tous pays, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, la commercialisation, la distribution, la vente de tous matériels électroniques, informatiques, de téléphonie et de radio téléphonie ainsi que toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, et ce en tous pays.

ARTICLE 3 : Dénomination sociale

La société prend pour dénomination **A.A.T. Alarme Antony Telecom**. Elle sera suivie ou précédée dans tous les documents la concernant de la formule « société à responsabilité limitée » ou S.A.R.L., avec l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : Siège Social

Le Siège Social est situé : **69, Avenue de la Division Leclerc, 92160 Antony**

Il pourra être transféré en tout endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : Durée

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de sa date d'immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de prorogation prévus par la loi.

7/7/00 CB

ARTICLE 6 : Apports

1/ Les soussignés ont fait apport à la société des sommes en numéraire, ci-après désignées :

- ALARME 7/7 Télésurveillance :	99.000 Francs	(15 092.45 euros)
- Laurent Brakhausen :	1.000 Francs	(152.45 euros)
Soit un total de	100.000 Francs.	(15 244.90 euros)

Ladite somme a été déposée à la Banque BICS Saint Michel sur Orge (91) sur un compte bloqué, ouvert au nom de la société en formation.

2/ Par acte sous seing privé en date du 20 décembre 2003, la Société ALARME 7 SUR 7 TELESURVEILLANCE a cédé 490 parts à Monsieur Laurent BRAKHAUSEN.

3/ Par acte sous seing privé en date du 20 décembre 2003, la Société ALARME 7 SUR 7 TELESURVEILLANCE a cédé 500 parts à Madame Komsin BRAKHAUSEN.

ARTICLE 7 : Capital Social

Le capital social est fixé à 15 244.90 €, divisé en mille (1 000) parts sociales de quinze euros et deux-cent quarante-quatre centimes (15.244) euros chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Monsieur Laurent BRAKHAUSEN, propriétaire de	500 parts
- Madame Komsin BRAKHAUSEN, propriétaire de	500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social,

Soit au total mille parts 1 000 parts

ARTICLE 8 : Exercice social

Il commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et se terminera le 31 Décembre 1999. Les opérations prévues à l'article 24 seront rattachées au premier exercice social.

ARTICLE 9 : Droits, responsabilités et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit :

- a/- à une voix dans tous les votes et délibérations ;
- b/- à une fraction proportionnelle au nombre de parts créées, quels que soient leur époque de création et le régime fiscal, dans l'actif social et les bénéfices.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions régulières des associés. Sauf exception légale, chaque associé n'est responsable qu'à concurrence du montant des parts qu'il possède.

ARTICLE 10 : Indivisibilité des parts sociales

Chaque part est détenue par un seul propriétaire. Les indivisaires, ayants-cause ou héritiers sont tenus de se faire représenter par l'un d'eux, considéré comme seul propriétaire. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu propriétaire, quelles soient les décisions à prendre.

ARTICLE 11 : Cessions et transmissions des parts sociales

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Conformément à l'article 1690 du Code Civil, elles ne seront opposables à la société qu'après signification faite par elle dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut-être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt et ce, conformément à l'article 20 modifié de la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

4/2 CB CB

En cas de pluralité d'associés, conjoints, ascendants et descendants. De plus, elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté entre époux, que ce soit par décès, divorce, séparation de corps ou changement de régime matrimoniale. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés en nombre, représentant au moins les trois quarts du capital social. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, ou liquidation judiciaire d'un associé.

ARTICLE 12 : Nomination et pouvoirs des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non. En cas de pluralité d'associés ils sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Monsieur Brakhausen est nommé premier gérant de la société pour une durée indéterminée. **Monsieur Brakhausen** déclare accepter les fonctions de gérant et n'est frappé d'aucune interdiction lui empêchant de les exercer.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la société. Vis-à-vis des tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue aux associés. Le gérant peut sous sa responsabilité personnelle conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tout mandataire de son choix pour des opérations déterminées.

ARTICLE 13 : Durée des fonctions des gérants

Ils peuvent être nommés pour une durée indéterminée. Les gérants peuvent renoncer à leur fonction en prévenant le ou les associés trois mois à l'avance. Le ou les gérants, sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés, représentant plus de la moitié du capital social. Toute clause contraire est réputée non écrite. A la demande de tout associé, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime. Le gérant pourra recevoir un traitement fixe et/ou proportionnel dont le montant et les modalités seront déterminés ultérieurement par décision ordinaire de l'associé unique ou des associés.

ARTICLE 14 : Commissaires aux comptes

L'associé unique, ou les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes (titulaire et suppléant) par une décision ordinaire. De plus, cette désignation devient obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

ARTICLE 15 : Décisions des associés

L'associé unique exerce seul les pouvoirs que confèrent la loi et les statuts de la société à la collectivité des associés. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises en assemblée, ou par consultation écrite, à la diligence de la gérance.

1/- Assemblées

En cas de pluralité d'associés ceux-ci convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant clairement les questions à l'ordre du jour. La discussion ne peut porter que sur les questions à l'ordre du jour. En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Il peut toutefois se faire représenter pour la totalité de ses parts sociales par un autre associé ou par son conjoint. Toute personne morale pourra se faire représenter par un mandataire de son choix.

7/2 CB

CB.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal mentionnant la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents ou rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Le procès-verbal d'assemblée est établi par le gérant sur un registre spécial, coté et paraphé par l'autorité légalement habilitée à cet effet, et tenu au siège social.

2/- Consultation écrite

En cas de pluralité d'associés, la gérance adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chacun des associés le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour répondre à chaque résolution par les mots « oui » ou « non ». Tout associé n'ayant pas régulièrement voté dans la délai imparti est considéré comme ayant voulu s'y abstenir. Le procès-verbal de la délibération est établi par le gérant selon les formes indiquées pour les procès-verbaux d'assemblée, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

ARTICLE 16 : Nature des décisions collectives

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont de deux types:

1/- Décisions ordinaires

Ce sont les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires sauf exceptions prévues par la loi. Elles ont notamment pour objet:

- d'approuver les comptes annuels,
- d'autoriser la gérance à effectuer certaines opérations,
- de nommer ou révoquer le gérant même statuaire,
- de nommer, le cas échéant, le commissaire aux comptes,
- d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Elles ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité de plus de la moitié des parts sociales, ou, en deuxième consultation, à la majorité des votes émis, toutefois non inférieur au quart du capital.

2/- Décisions extraordinaires

Ce sont les décisions des associés portant sur l'agrément de nouveaux associés ou la modification des statuts, sous réserve des cas prévus par la loi. Elles sont notamment pour objet l'augmentation et la réduction du capital, la modification de l'objet social, de la dénomination ou du siège social, la fusion avec une autre société, ou la transformation en société d'un autre type. Elles ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées ;

- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social pour le consentement aux cessions de parts à des tiers,
- à la majorité représentant au moins les trois quarts du capital social toutes les autres décisions extraordinaires.

H2 CB

CB

ARTICLE 17 : Approbation et publicité des comptes

1/- Approbation des comptes

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe et le rapport de gestion établis par le gérant sont soumis à l'approbation de l'associé unique, ou des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

2/- Publicité des comptes

Conformément à l'article 44-1 nouveau du décret sur les sociétés commerciales, la société doit déposer en double exemplaire au Greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social de la société dans le délai d'un mois à compter de l'assemblée d'approbation des comptes :

- les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes,
- la proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée et la résolution d'affectation votée. En cas de refus d'approbation une copie de la délibération de l'assemblée doit obligatoirement être déposée dans le même délai.

ARTICLE 18 : Affectation des résultats

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéfice, l'assemblée générale prélève ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatifs, ordinaires et extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les parts, proportionnellement à leur montant.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable dans les mêmes conditions qu'en cas de pluralité d'associés.

ARTICLE 19 : Paiement des dividendes

Les modalités en sont fixées par l'assemblée générale, ou par l'associé unique la mise en paiement doit avoir lieu dans les neuf mois au maximum après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce sur requête, et la demande des gérants.

ARTICLE 20 : Dissolution - Liquidation

A l'expiration de la société, en cas de dissolution, la liquidation est faite par le gérant en fonction, ou à défaut, par tout liquidateur désigné par l'associé unique ou les associés.

Les liquidateurs ont alors tous pouvoirs pour réaliser aux conditions qu'ils acceptent, l'actif de la société et éteindre son passif. Le boni de liquidation, s'il en existe après remboursement du montant nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.

7/2 LB LB

ARTICLE 21 : Jouissance de la personnalité morale

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce.

ARTICLE 22 : Frais

Les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses conséquences seront supportés conjointement et solidairement par les associés, au prorata de leurs apports avant immatriculation de la société au Registre du Commerce. A compter de l'immatriculation, les frais seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices, et au plus tard dans un délai de cinq ans.

ARTICLE 23 : Publicité et pouvoirs

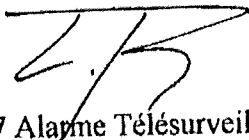
Conformément à la loi, un avis de constitution de la présente société sera dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. Pouvoirs sont donnés au porteur des présentes pour l'immatriculation.

ARTICLE 24 : Actes accomplis pour le compte de la société en formation

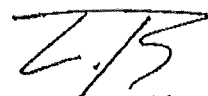
Un état des actes accomplis ou à accomplir pour le compte de la société en formation, avec ce détail de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

Fait le 8 Septembre 1998.

A Antony en cinq exemplaires.



7/2 CB.
Pour 7/7 Alayne Télésurveillance
M. Laurent Brakhausen
Représentant légal



Laurent Brakhausen CB.

